



PROVINCE DE HAINAUT – VILLE DE TOURNAI  
EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS  
DU COLLÈGE COMMUNAL

SEANCE DU 25 AVRIL 2024

**Présents :**

Mme Coralie LADAVI, première échevine.  
M. Vincent BRAECKELAERE, M. Philippe ROBERT, Mme Caroline MITRI, M. Jean-François LETULLE,  
Mme Sylvie LIETAR, Mme Laurence BARBAIX, Échevins.  
Mme Laetitia LIENARD, Présidente du CPAS.  
M. Nicolas DESABLIN, Directeur général faisant fonction.

**Absent :**

M. Paul-Olivier DELANNOIS, Bourgmestre.

M. Thierry LESPLINGART assiste à la séance en qualité d'expert.  
M. Samuel QUIÉVY assiste à la séance en qualité d'expert.  
Madame Carol TARGE, cheffe de division, assiste à la séance pour seconder Monsieur le Directeur général faisant fonction dans la rédaction du procès-verbal et ne participe pas aux délibérations.

**S05C/20240425-188**

---

**LE COLLÈGE COMMUNAL,**

Vu le décret du 11 avril 2014 relatif au développement rural;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 11 avril 2014 relatif au développement rural;

Vu l'arrêté ministériel approuvant la circulaire 2020/01 relative au programme communal de développement rural (PCDR) fixant notamment les dispositions relatives aux modalités d'approbation de la composition de la Commission locale de développement rural (CLDR) et de son règlement d'ordre intérieur (ROI);

Vu le programme stratégique transversal adopté au collège communal du 13 septembre 2019 et, plus particulièrement son projet 21, objectif 3, qui confirme la volonté d'engager le Programme communal de développement rural (PCDR) dans une dynamique d'appropriation par les citoyen(ne)s en identifiant les besoins et en élaborant la mise en œuvre des projets;

Considérant la décision du conseil communal du 28 janvier 2019 de s'engager dans l'élaboration d'un nouveau programme communal de développement rural suivant les dispositions du décret suscit;

Considérant sa décision du 26 juillet 2019 de désigner l'Agence intercommunale de développement (IDETA), comme auteur de projet pour la rédaction de l'avant-projet de Programme communal de développement rural (PCDR);

Considérant sa décision du 5 décembre 2019 de désigner ESPACE ENVIRONNEMENT ASBL pour organiser la participation du public au processus d'élaboration du programme;

Considérant sa décision du 14 novembre 2019 de constituer un comité d'accompagnement chargé d'assurer le suivi de l'élaboration de l'avant-projet de programme;

Considérant la décision du conseil communal du 31 janvier 2022 de constituer la Commission locale de développement rural et d'en désigner ses membres citoyens;

Considérant la décision du conseil communal du 30 mai 2022 d'approuver le règlement d'ordre intérieur de la Commission;

Considérant que cette commission est chargée :

- durant l'entière durée de l'Opération de Développement rural (ODR) :
  - d'assurer l'information, la consultation et la concertation entre les parties intéressées, c'est-à-dire notamment, l'autorité communale, les associations locales et la population de la commune et de tenir compte réellement du point de vue des habitants. À ce titre, ses membres sont chargés de faire écho dans leur milieu aux débats de la CLDR et aussi de recueillir l'avis de leurs concitoyens;
  - de coordonner les groupes de travail qu'elle met en place;
- durant la période d'élaboration du Programme communal de développement rural (PCDR) :
  - de préparer avec l'encadrement de l'auteur de programme communal de développement rural, l'avant-projet de programme communal de développement rural qui sera soumis au conseil communal qui est seul maître d'œuvre;
- durant la période de mise en œuvre du PCDR :
  - de suivre et participer à l'état d'avancement des différents projets et actions du PCDR et de faire des propositions de projets à poursuivre ou à entreprendre;
  - de proposer au collège communal des demandes de conventions en développement rural ou autres voies de subventionnement pour le financement de projets;
  - de participer à l'actualisation des fiches projets lors des demandes de convention;
  - d'assurer l'évaluation de l'ODR;
  - d'établir, au plus tard le 1er mars de chaque année, un rapport sur son fonctionnement et sur l'état d'avancement de l'Opération de Développement rural. Ce rapport est remis à l'autorité communale qui le transmettra le 31 mars au plus tard au ministre ayant le développement rural dans ses attributions;

**Considérant les différentes étapes d'élaboration du programme :**

1. séances d'information et de consultation du public;
2. renouvellement de la Commission locale avec appel à candidatures;
3. présentation du diagnostic partagé;
4. détermination des enjeux stratégiques et des objectifs de développement rural;

5. détermination de la liste des projets au regard de ces enjeux et objectifs;
6. priorisation des projets et rédaction des fiches prioritaires;

Considérant le **bilan de la phase d'information** présenté en comité d'accompagnement, le 7 mai 2021, et porté à la connaissance du collège communal, le 20 mai 2021;

Considérant les **procès-verbaux des ateliers organisés par district** entre le mois de mai 2021 et le mois de novembre 2021;

Considérant le rapport d'**analyse des caractéristiques du territoire (diagnostic)** débattu en Comité d'accompagnement le 25 avril 2022 et porté à la connaissance du collège communal le 19 mai 2022;

Considérant que les citoyens ont également eu la possibilité d'exprimer leurs attentes via la mise en place d'une **plateforme participative** mise en ligne par la Ville à l'adresse suivante : [www.developpementrural.tournai.be/fr-FR/projects/imaginer](http://www.developpementrural.tournai.be/fr-FR/projects/imaginer) et lors d'**une consultation publique** organisée entre le 2 mai et le 4 juin 2022;

Considérant les réunions de la commission traitant du **diagnostic partagé** (interaction entre le diagnostic et la consultation citoyenne) et définissant les enjeux stratégiques de développement et organisées en mai et juin 2023;

Considérant que ce travail a été présenté en Comité d'accompagnement le 5 juillet 2022 et en séance du collège communal le 15 septembre 2022;

Considérant les séances de la Commission organisées en octobre et novembre 2023 et axées sur la **définition des objectifs stratégiques et de la sélection des projets** à inscrire en développement rural, présentés en séance du collège le 12 octobre 2023;

Considérant les réunions en groupe de travail organisées en octobre et destinées plus spécifiquement à travailler sur deux fiches-actions, à savoir :

- le mercredi 4 octobre 2023 pour la fiche «**Créer un réseau d'espaces de jeux intergénérationnels**»;
- le mardi 10 octobre 2023 pour la fiche «**Installer des bornes d'information dans les cœurs de village**»;

Considérant les réunions de la Commission organisées en novembre et décembre 2023 relatives à la **priorisation des projets, la rédaction des fiches et au choix de la première convention** à proposer lors du dépôt du projet de programme et présentées en Comité d'accompagnement le 8 février 2024;

Considérant la séance du collège communal du 22 février 2024 prenant connaissance de la priorité des projets repris dans le programme et validant le choix proposé en Commission locale de retenir le projet de création d'un réseau d'espaces de jeux intergénérationnel comme première convention à proposer lors du dépôt du projet de programme;

Considérant les réunions du comité d'accompagnement du 28 mars 2024 et de la commission locale du 4 et du 18 avril 2024 destinées à valider le projet de programme;

Considérant qu'au terme de ce processus d'élaboration du programme:

- **819 citoyens ont contribué de près ou de loin à son élaboration, via 27 réunions citoyennes;**
- **47 projets organisés en 6 objectifs stratégiques de développement sont repris dans le programme dont 12 à mettre en œuvre en priorité 1;**

Considérant que le programme d'action et ses annexes;

Considérant le résumé non technique;

Considérant qu'en vue d'obtenir l'avis de recevabilité sur le PCDR, et conformément aux dispositions définies dans la circulaire ministérielle du 10 septembre 2021 relative à la mise en œuvre des Programmes communaux de développement rural, un exemplaire numérique du document approuvé par la Commission et par le collège communal doit être transmis par la commune à l'Administration;

Considérant que l'Administration dispose d'un délai de 15 jours calendrier à compter de la réception du dossier pour remettre son avis;

Considérant que cet avis se limite à l'examen de la présence formelle de toutes les parties prescrites par les bases réglementaires;

Considérant qu'au cas où l'Administration n'est pas en mesure de remettre son avis dans le délai requis, celle-ci informe la commune par écrit en fixant un nouveau délai de maximum 15 jours calendrier, qui ne pourra pas être prolongé;

Considérant que sans réponse de l'Administration, la Commune peut présenter son projet de programme à la commission régionale;

Considérant que lorsque le document est déclaré complet, l'Administration adresse un procès-verbal de recevabilité aux autorités communales avec copie pour information à la Commission régionale;

Considérant que ce courrier invite la Commune à contacter la Commission régionale afin d'organiser la distribution du dossier et d'en fixer la date de présentation;

Considérant que le PCDR ainsi reconnu recevable doit être approuvé par le conseil communal, préalablement à sa transmission officielle à la commission régionale et autres destinataires;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 20/04/2024 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

### **APPROUVE**

le Programme communal de développement rural (PCDR) et décide de le présenter pour approbation au conseil communal du 24 juin 2024, sous réserve de l'approbation de la conformité du document par l'Administration;

### **CHARGE,**

conformément aux dispositions définies dans la circulaire ministérielle du 10 septembre 2021 relative à la mise en œuvre des programmes communaux de développement rural, le service environnement de transmettre à la Région le document pour approbation de l'avis de recevabilité.

Ainsi fait en séance les jour, mois et an que dessus.

Par le Collège Communal,  
Le Directeur général faisant fonction,

(s) Nicolas DESABLIN



L'Échevin - Président,

(s) Philippe ROBERT